



CHIRAC, CHAMPION DE LA REACTION

Le Congrès extraordinaire du RPR a été l'occasion pour Chirac de renouveler avec véhémence ses critiques habituelles contre les différentes réformes favorables aux travailleurs intervenues depuis le 10 mai 1981, en particulier la cinquième semaine de congés payés, les droits nouveaux des travailleurs, les créations d'emplois et la titularisation d'auxiliaires dans la Fonction publique. Mais il a été beaucoup plus que cela puisque Chirac y a présenté un « plan de redressement » comportant 15 objectifs et 60 propositions.

Le dénominateur commun des mesures que propose Chirac s'il revenait au gouvernement est de mener une agression brutale, dans tous les domaines, contre les droits et intérêts des travailleurs. Qu'on en juge : suppression du salaire garanti pour « lier la rémunération des salariés aux performances économiques et financières de l'entreprise », liberté des prix pour les entreprises et augmentation sensible des prix des services publics, réduction des prestations de Sécurité sociale en proportion des recettes qui diminueraient du fait de l'allègement des charges des entreprises et développement d'assurances privées, extension des horaires flexibles et du travail à temps partiel, réduction des aides aux collectivités locales, réduction du nombre de fonctionnaires (dont la plupart sont de l'enseignement, des PTT, des hôpitaux), dénationalisation de la plupart des entreprises publiques, y compris Renault, les Charbonnages, la SNIAS, les banques, ce qui ne pourrait que s'accompagner, et c'est ce qui compte d'abord pour les travailleurs, d'une remise en cause des statuts et des droits. Parallèlement, Chirac promet aux capitalistes de libérer les charges, d'alléger les prélèvements obligatoires, de « libérer les entreprises des carcans administratifs », sans doute d'abord les lois sur les droits des travailleurs.

Tout cela au nom de la « responsabilité », du « libéralisme ». C'est la copie conforme de la politique menée depuis deux ans par Reagan aux Etats-Unis et Thatcher en Grande-Bretagne et dont on connaît les effets pour les travailleurs : chômage en progression accélérée, diminution considérable du pouvoir d'achat, agression des droits des travailleurs dans tous les domaines. Nous voilà prévenus, le retour de Chirac et autres Giscard-Barre au gouvernement entraînerait la mise en œuvre d'une super-austérité, un recul, sans précédent depuis la crise de 1939, des droits sociaux. Et tout cela en quelques semaines, puisque Chirac promet de prendre par ordonnances, en trois mois, les décisions-clés.

Dans cette perspective, la droite compte marquer un point décisif lors des prochaines municipales. Elle veut profiter du mécontentement, tout à fait légitime, des travailleurs par rapport à la politique d'austérité mise en œuvre depuis sept mois par le gouvernement. Il faut mettre en échec l'arrogance de Chirac, il faut battre la droite aux municipales. Car les travailleurs n'ont rien à gagner à leur succès. Cela impliquerait-il de taire les critiques, d'arrêter les actions contre la politique d'austérité? Bien au contraire, mettre tous les atouts du côté des travailleurs pour battre la droite aux municipales implique de combattre résolument l'austérité.

Pierre BAUBY

Le 28 janvier :

ELECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE

Le 28 janvier se tiennent les élections aux Chambres d'Agriculture. Leur enjeu apparaît de taille si l'on sait qu'elles sont habilitées à donner renseignements et avis au gouvernement sur toutes les questions agricoles. Financées à 80% par les agriculteurs eux-mêmes et pour le reste par des subventions d'Etat et des collectivités locales, les Chambres d'Agriculture ont un budget de 1,2 milliard en 1982; elle emploient au plan national, 2 250 conseillers agricoles et 3 750 salariés et cadres.

Cette année 83, ces élections revêtent une importance exceptionnelle; en effet, un nouveau mode de scrutin proportionnel doit permettre à tous les courants syndicaux à la campagne d'être représentés. Lors des élections de 79, la FNSEA, avec 68% des voix, avait raflé la quasi-totalité des sièges en raison de l'ancien scrutin. La partie néanmoins reste inégale, la FNSEA étant favorisée par son implantation ancienne, ses moyens financiers et par certaines concessions arrachées au gouvernement en septembre 82 (création d'un collège « organisations syndicales », notamment). Pour les organisations syndicales progressistes (dont le MODEF, la CNSTP ou la FNSP), la bataille a été difficile faute de moyens. Dans la majorité des cas, l'unité ne s'est pas faite entre elles, même si un accord de non critique mutuelle face à l'adversaire commun a été observé.

Autre nouveauté : l'extension en nombre de titulaires du collège « salariés » de l'agriculture, nouveauté dont l'impact sera limité en raison du mode individuel d'inscription de ces travailleurs.

La réalité d'une pluralité syndicale à la campagne reflète l'existence de classes pour certaines antagoniques dans le monde paysan. Ces élections devraient être un révélateur intéressant des évolutions récentes et de l'impact que représente encore le mythe de « l'unité paysanne » prônée comme fondamentale par FNSEA et CNJA.

Arrestations aux Comores

Une vague d'arrestations arbitraires se développe aux Comores, qui touche des personnes militant de près ou de loin dans le parti d'opposition né des élections législatives anticipées de février-mars 82 : le Front démocratique (FD). Les inculpés seraient accusés — à tort d'ailleurs — d'être les rédacteurs du journal patriotique *USHE*, qui a révélé il y a peu de temps que 400 millions de francs comoriens destinés à la construction de mosquées ont été détournés par le gouvernement d'Ahmed Abdallah. Le Front démocratique, dans un communiqué de presse, démasque « l'objectif inavoué poursuivi » : « bâillonner la jeune force politique d'opposition qui émerge aux Comores, le Front démocratique qui gagne la sympathie et le soutien des franges de plus en plus importantes de la population des quatre coins du pays. »

Neuf personnes ont été arrêtées et subissent de très dures conditions de détention. Le Front démocratique lance un appel à toutes les organisations humanitaires et démocratiques pour que soutien leur soit apporté.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F
Abonnement groupé
PCML Flash et Travailliers mensuel
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

Agir pour la paix

Agir pour la paix, c'est une préoccupation de tous au sein du mouvement ouvrier et populaire.

Quelles sont les menaces de guerre? D'où viennent-elles? Comment y faire face? Que penser des nouvelles propositions de l'Union soviétique et des répliques américaines?

Dans un débat organisé par *Travailleurs*, Pierre-Luc Séguillon, rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, Marie-Lucy Dumas-Soula, directrice de « Paix et désarmement » et Pierre Bauby, secrétaire politique du PCML, échangent leurs points de vue sur ces questions urgentes et décisives. A lire absolument dans *Travailleurs* n°6 de février.

Sous presses également, une brochure du PCML, signée Estelle Delmas, intitulée « Agir pour la paix » (Prix : 6,00F, port : 2,90F. La commander à Presse d'Aujourd'hui BP90 75962 Paris cedex 20)

Statistiques du chômage :

UNE QUESTION QU'IL FAUT TRAITER SÉRIEUSEMENT

Quelques jours après que le gouvernement se soit satisfait de la diminution du chômage en décembre comme en novembre, *Le Canard enchaîné* indiquait que les statistiques officielles tronquaient une partie importante des chômeurs, en particulier ceux qui cherchent un emploi à temps partiel et les jeunes, transformés de « demandeurs d'emploi » en « demandeurs de formation ».

Ces « révélations » n'ont rien de nouveau : le nouveau gouvernement n'a pas modifié les statistiques du chômage, tout comme l'indice INSEE des prix, dont nous disons

depuis des années qu'ils sous-estiment la réalité. Giscard-Barre et Chirac avaient tout intérêt à publier des chiffres truqués pour justifier leur politique antiouvrière et antipopulaire. On était en droit d'attendre une autre attitude du gouvernement de gauche depuis vingt mois.

Celui-ci promet de rectifier les statistiques du chômage au lendemain des municipales, donnant à croire qu'il veut cacher quelque chose. Certains, d'ailleurs, parlent pour ce moment-là d'un nouveau tour de vis dans l'austérité. Chercherait-on à justifier l'un par l'autre?

VINGT-ET-UN PARTIS ET ORGANISATIONS DE CORÉE DU NORD ET DU SUD POUR LA RÉUNIFICATION

Vingt-et-un partis et organisations de Corée du Nord et du Sud, dont le Parti du travail de Corée, viennent de proposer une Conférence pour la réunification de la Corée. Dans une déclaration, ils indiquent que « seuls les impérialistes américains nourrissent une haine contre le désir sincère de notre peuple de réunification, encouragent la confrontation et l'antagonisme entre le nord et le sud et entravent la réunification de notre pays. » Ils proposent que cette Conférence rassemble des représentants des partis et organisations du Nord et du Sud, des représentants des groupes de Coréens d'outre-mer et de personnes habitants dans le pays comme à l'étranger. Cette Conférence aurait pour tâche principale de déclencher un mouvement national « pour forcer les troupes américaines à se retirer de la Corée du Sud ».

Le 14 janvier à Montpellier :

SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Montpellier, le 14 janvier 1983 : Michel Larivière, président de l'AMFP (Association médicale franco-palestinienne) a fait une conférence sur la mission humanitaire et médicale à Beyrouth durant l'été 82. Le film « Why? » (Pourquoi?) y a été projeté, dont la violence insoutenable a montré les crimes commis par l'armée israélienne à Beyrouth allant jusqu'à bombarder les hôpitaux, utilisant les bombes à fragmentation, au phosphore et violant la Convention de Genève. A l'occasion de cette réunion, le professeur Larivière a donné les axes de travail de l'Association : solidarité financière, parrainage d'enfants, poursuite de l'envoi d'équipes médicales et d'équipes de reconstruction (avec des maçons...). Soirée positive pour le soutien et la reconnaissance de l'OLP et du Croissant rouge palestinien.

BLOC-NOTES

• Jeudi 20 janvier, Pierre Bauby, secrétaire politique du PCML, a participé à un débat sur le « discours politique » de Michel Rocard, avec B. Poirot-Delpech du *Monde* et Pierre Nora, directeur de la revue *L'Appel*, débat organisé par la radio *Ici et Maintenant* qui l'a retransmis et par l'hebdomadaire *Tel*.

• Samedi 22 janvier, le PCML Région-Nord, a organisé son banquet annuel, rassemblant les amis du parti. Près de 150 personnes ont partagé couscous, discussions, danses et ont applaudi le nouveau spectacle du Théâtre du Printemps, d'après une pièce d'un écrivain soviétique des années 20.

• Toujours du PCML-Nord : une bro-

chure intitulée « Textile, charbon, sidérurgie : quel avenir pour le Nord/Pas-de-Calais? ». Elle intéressera des non nordistes! On peut se la procurer par Presse d'Aujourd'hui.

• *Travailleurs* n°6 de février sera consacré aux municipales : questions de programme et gestion, certaines candidatures du PCML : à Bayonne sur une liste d'union de la gauche, à Dammarie-les-Lys sur une liste d'union PCF-MRG-PCML, à Vitrolles sur une liste où sont associés PCML, PSU et d'autres militants. D'autres articles sur les Philippines, les Chambres d'Agriculture, la Nouvelle-Calédonie, les Comores, la grève à Flins, un « voyage » au MRJC, etc.